

Lyon, le 18 mai 2015

Service des affaires juridiques et générales

Affaire suivie par Arnaud de Rochegonde

arnaud.derochegonde@ens-lyon.fr

A l'attention des organismes
d'accueil d'élèves normaliens
stagiaires.

Objet : Absence de gratification des élèves fonctionnaires en stages.

Les élèves de l'ENS de Lyon (comme ceux d'autres écoles dont les étudiants ont également le statut de fonctionnaires stagiaires), qui sont inscrits dans une formation et préparent un diplôme sont couverts par les dispositions de la loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 portant sur les stages. A ce titre, une convention est élaborée entre les établissements et l'élève fixant les modalités du stage (tuteur, cadre ...)

En revanche, ayant un statut de fonctionnaires stagiaires, ils sont soumis aux dispositions de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et à ses décrets d'application. Or, le statut général des fonctionnaires n'autorise pas le cumul du traitement lié à leur fonction avec une gratification au titre d'un stage. Ils ne sauraient donc cumuler leur rémunération de fonctionnaire stagiaire avec une gratification, que l'organisme d'accueil soit de droit public ou de droit privé.

En outre, la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 modifiée sur l'égalité des chances a pour objet d'imposer une gratification de stage pour rémunérer le travail d'un étudiant qui n'est pas autrement rémunéré.

Conclusion :

Les organismes de droit public ou de droit privé accueillant des élèves fonctionnaires afin d'effectuer un stage ne peuvent leur verser de gratification.

Sources :

- loi n°2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires ;
- décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 portant sur l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages ;

Le Président de l'ENS de Lyon



Jean-François PINTON